

## **De la complémentarité à la concurrence : Sakalava et migrants dans l'espace social de l'ouest malgache**

*Emmanuel FAUROUX  
UMR REGARDS 9937  
CNRS/ORSTOM*

Sur le littoral ouest de Madagascar, l'ancien royaume sakalava du Menabe offre un exemple frappant de la façon dont un même territoire peut, selon les époques et selon les circonstances, être perçu, vécu, géré sur des modes fortement contrastés.

Aux XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles, alors que les densités humaines y étaient encore très faibles, le territoire du Menabe disposait d'un puissant pouvoir d'identification et d'intégration. Il fallait être Sakalava pour être autorisé à y vivre et, si on y vivait durablement, on devenait Sakalava, par le fait même. L'espace était géré de façon univoque, homogène, sous l'autorité centralisée d'un souverain exprimant les besoins et les intérêts d'un peuple qui s'adonnait principalement à l'élevage extensif des bœufs. Avec le temps, les systèmes de production se sont diversifiés et complexifiés, et les conditions de peuplement ont radicalement changé. Des migrants ont créé et développé des terroirs agricoles permanents. De plus en plus nombreux et de moins en moins dépendants des autochtones, leur intégration a commencé à s'effectuer des conditions moins harmonieuses. Ils sont aujourd'hui contraints de disputer âprement aux Sakalava l'espace disponible. Le territoire du Menabe est parcouru de profonds clivages. Il s'est compartimenté en sous-ensembles hétérogènes gérés sur la base de stratégies et de logiques désormais très diversifiées.

### **I. Autochtones et migrants au temps des complémentarités**

#### *1. Les notions d'autochtonie et d'identité sakalava*

Dans la première moitié du XVII<sup>ème</sup> siècle, l'actuel Menabe a été politiquement unifié par une dynastie conquérante, les Maroseraña. Depuis lors, on appelle Sakalava les sujets des souverains maroseraña. Le Menabe se présentait alors comme un vaste territoire (une centaine de milliers de kilomètres carrés sans frontières vraiment précises), très peu densément occupé (sans doute une cinquantaine de milliers d'habitants) par une population peu fixée au sol, se déplaçant lentement à la recherche de nouveaux pâturages pour des bœufs beaucoup plus nombreux que les hommes. La terre, quasiment illimitée, ne constituait pas un véritable enjeu. L'important était de contrôler des hommes, les groupes les plus nombreux étant aussi les plus forts, les plus prospères, et les seuls capables de reproduire leur prospérité. Dans le système politique de la monarchie sakalava, qui a fonctionné tant bien que mal de 1650 à 1900, l'équation était simple. Le roi était le maître absolu. Sa légitimité reposait sur un ensemble de mythes fondateurs (voir J. Lombard, 1988<sup>1</sup>) et sur les multiples alliances qui avaient été scellées, ici et là, au cours de la conquête, avec les chefs et les souverains des micro-unités politiques locales. Le roi détenait un droit éminent de propriété sur l'ensemble du territoire du royaume, ses sujets reconnus étant seulement autorisés à avoir l'usufruit de parcelles de ce territoire. Si un "étranger" voulait s'y installer durablement, il pouvait soit faire allégeance directe au souverain, soit s'allier à un véritable autochtone, à un *tompon-tany* (littéralement :

---

<sup>1</sup> Ces mythes concernent notamment le sacrifice d'un grand taureau rouge (Mena = rouge; be = grand) qui a donné son nom au territoire.

“maître de la terre”). Il devenait ainsi sujet du souverain ce qui lui conférait aussi le statut de Sakalava.

## 2. Les modalités traditionnelles d'installation des non-Sakalava

Par définition, le *tompon-tany* d'un lieu en était le premier occupant. C'est son groupe qui avait su autrefois faire le nécessaire (rites fondateurs, invocations adéquates, interdits scrupuleusement respectés) pour obtenir et conserver durablement la protection des forces de la Nature et des esprits locaux, véritables propriétaires des lieux. L'aspect durable de cette protection devait – et doit encore aujourd'hui – s'exprimer par une situation d'équilibre, d'harmonie : le groupe est prospère, son troupeau s'agrandit, les récoltes sont abondantes... Des épidémies, de mauvaises récoltes indiquent que, pour diverses raisons, l'harmonie est rompue, que les esprits et les forces de la Nature ont cessé d'être bienveillants. Il convient alors de chercher un emplacement plus propice où l'on pourra tenter d'établir un nouveau voisinage harmonieux. Si le lieu est inoccupé, on procédera à de nouveaux rites de fondation, sinon on établira des alliances avec les *tompon-tany* déjà en place.

Ce système, très ouvert, a longtemps bien fonctionné. La culture Sakalava, marquée par la pratique de l'exogamie, favorise la recherche d'alliances hors du cercle étroit des parents et des voisins. Par ailleurs, les étrangers étaient facilement acceptés, voire recherchés, car ils contribuaient à augmenter la force de travail et la force de frappe du groupe. Les éleveurs Sakalava, qui avaient la réputation (pas toujours fondée) d'être de piètres agriculteurs, aimaient voir s'installer auprès d'eux des riziculteurs expérimentés. Ils pouvaient ainsi amorcer un troc apprécié (du paddy contre des bœufs) et percevoir une rente foncière. Plus tard, des Sakalava entreprirent de faire creuser des canaux d'irrigation par des migrants en échange de quelques bœufs. Ils commencèrent ainsi à créer leurs propres rizières, parfois données en métayage à des migrants, parfois cultivées par les Sakalava eux-mêmes.

## 3. L'apparition de lézardes dans le mode traditionnel d'admission des “étrangers”

Avec l'implantation des concessions coloniales, le XX<sup>ème</sup> siècle a vu apparaître de véritables enclaves extra-territoriales dans lesquelles la présence de migrants était légitimée non par la référence aux règles de l'autochtonie, mais par l'autorisation du patron/colon, lui-même étranger, mais légitimé par l'appui de l'État colonial. Parallèlement, on a vu se développer des stratégies sakalava de contrôle du foncier dans les secteurs où d'anciens pâturages avaient bénéficié d'aménagements hydro-agricoles. Ces stratégies, nouvelles dans la logique sakalava et souvent élaborées à la hâte, n'ont pas tardé à se heurter aux stratégies foncières mieux construites, de riziculteurs *betsileo* ou *antesaka* plus habitués à jouer sur le moyen et le long terme. Dans l'ensemble, les stratégies sakalava ont plutôt mal résisté au choc et, malgré leur légitimité autochtone, les *tompon-tany* ont souvent dû céder aux migrants des parts significatives de leurs meilleurs terroirs rizicoles. De sérieux contentieux ont ainsi commencé à s'accumuler un peu partout, prêts à resurgir, quelques décennies plus tard, lorsque les relations interethniques ont commencé à se durcir.

De façon générale, on a assisté, au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, à une multiplication de malentendus et de contentieux provoqués par des conceptions différentes du droit foncier. Pour les Sakalava, une terre prêtée reste toujours prêtée, même après plusieurs décennies. Pour certains migrants par contre (les *Antesaka* en particulier), la mise en culture d'une terre plusieurs années consécutives confère un droit de propriété définitive. Sakalava et migrants ont peu recouru à l'immatriculation pour faire valoir leurs droits. Quand ils l'ont fait, de sérieux problèmes sont apparus : le droit moderne ne reconnaissant pas la propriété lignagère, c'est la personne chargée d'effectuer les démarches qui est officiellement considérée comme seule propriétaire. Cette particularité a ouvert la voie à d'innombrables litiges, le nouveau

"propriétaire" donnant quelquefois "sa" terre en gage pour bénéficier de prêts usuraires sans en référer à sa communauté.

Malgré conflits et malentendus, le système d'accueil et d'intégration des "étrangers" a bien fonctionné jusqu'à la fin des années cinquante. Les Sakalava disposaient d'efficaces mesures de rétorsion contre les migrants qui ne jouaient pas correctement le jeu, soit en retardant indéfiniment leur intégration dans les communautés locales, soit en les désignant comme cible aux voleurs de bœufs écumant la région. Ils ne tenaient généralement pas trop aux terroirs rizières dont ils furent peu à peu exclus.

## II. L'apparition de relations de concurrence entre autochtones et migrants

### 1. Le dépassement des seuils d'équilibre

L'installation des migrants s'est effectuée par à-coups : arrivée de riziculteurs betsileo avec la paix française, de cultivateurs d'origines diverses pour le boom du pois du Cap après la première guerre mondiale, de Tandroy poussés par la faim lors du boom du maïs des années trente... De même, les "grandes opérations" des années soixante, puis la famine de la fin des années quatre-vingt ont récemment accéléré le rythme des arrivées. A la fin de chaque "boom", des retours ont certes eu lieu mais toujours moins importants que les arrivées. La bonne capacité d'accueil du Menabe a joué comme une forte incitation à l'installation durable ou définitive de migrants originaires des régions surpeuplées du littoral sud-est, du pays betsileo ou de l'Androy.

Les nouvelles arrivées avaient suscité une première redistribution du territoire régional dans des conditions assez consensuelles. Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les "vrais" Sakalava, appartenant aux clans prestigieux, avaient déserté la vallée de la Morondava, en aval de Mahabo, gênés par la présence de leurs ennemis héréditaires merina devenus les maîtres précaires de ces lieux. L'axe Mahabo-Morondava, le long du fleuve, allait, à l'époque coloniale et après l'indépendance au début des années soixante, devenir l'axe "moderne" de la région où se sont concentrées toutes les grandes opérations. De même, les Sakalava ont, sans regrets excessifs, abandonné les bons terroirs rizières du delta de la Morondava aux riziculteurs Betsileo, car il ne s'agissait là que de médiocres pâturages, trop proches de la ville et des tracasseries administratives. De même, dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, les autochtones n'ont pas vu d'inconvénient majeur à laisser les Tandroy s'installer dans les zones les plus désertes, les plus isolées, loin des cours d'eau, au cœur de forêts peu convoitées. Très souvent, aussi, les villages sakalava ont toléré, voire encouragé, la création, en bordure de leurs terroirs, de villages d'alliés antesaka ou betsileo. Ce voisinage, nous l'avons vu, fut longtemps vécu de façon tout à fait positive.

Le flux des arrivées, qui n'a jamais complètement cessé, a eu tendance, parfois, à s'accélérer. Ainsi, la population du Menabe, surtout dans sa partie centrale, d'accès aisé, a constamment augmenté. Parmi les nouveaux venus, les Tandroy, cultivateurs de maïs sur brûlis forestiers, ont laissé une empreinte définitive en détruisant des milliers d'hectares de forêts<sup>2</sup>. On assiste, depuis trente ou quarante ans, à une notable dégradation du climat qui pourrait être liée à cette déforestation massive. La quantité de pluies tombant au cours d'une année n'a guère changé, mais leur répartition semble plus aléatoire, concentrée sur un plus petit nombre de jours. Les périodes d'attente des pluies, à la fin de la saison sèche, sont de plus en plus longues et incertaines; lorsque les pluies arrivent enfin, elles prennent souvent l'allure de cataclysmes; de même, la fréquence des dépressions tropicales désastreuses est, sur moyenne période, en évidente augmentation.

---

<sup>2</sup> Sur ce thème, thèse de géographie en cours de Bertrand Réau (Bordeaux III).

Compte tenu de conditions climatiques devenues plus difficiles, le rapport population/ressource a dépassé, depuis une trentaine d'années, les seuils d'équilibre.

## 2. L'apparition de tensions dans les relations interethniques

Le temps des complémentarités, évocateur de cohabitations sereines, semble bien révolu.

### *L'éveil d'un sentiment de xénophobie chez les autochtones*

Depuis quinze ou vingt ans, les Sakalava du Menabe tendent à considérer les migrants comme les principaux responsables des catastrophes naturelles qui s'abattent sur la région, car ils ne respectent pas les interdits locaux<sup>3</sup> : ils s'installent un peu partout sans respecter les vieilles règles d'alliance avec les autochtones et, à travers eux, avec les esprits de la Nature. On assiste ainsi à la résurgence (ou, peut-être, à l'apparition) d'un "patriotisme" sakalava dont beaucoup de thèmes tranchent avec le généreux laxisme d'antan : il faut revenir aux valeurs traditionnelles, mieux respecter l'enseignement des ancêtres grâce auquel le pays avait autrefois mérité sa prospérité; il faut imposer ce respect aux non Sakalava et mieux contrôler l'arrivée de nouveaux venus. Le Menabe ne doit plus être une terre ouverte à tous. Les Sakalava doivent s'organiser pour faire face aux dangers. Dans cet esprit se sont créées des associations d'"intellectuels sakalava" (des enseignants et des diplômés) à Mahabo et à Morondava, et un groupe de pression ("*Menabe tsy mivaky*"<sup>4</sup>) ouvert en principe à tous mais largement contrôlé par des notables autochtones qui souhaitent probablement utiliser la "sakalavité" pour consolider les bases de leur pouvoir politique local. Lors des élections législatives, des candidats commencent à se présenter au nom de "valeurs sakalava". A proximité des tombes des grands souverains maroseraña, à Maneva et Ilaza, près de Mahabo, les phénomènes de possession se multiplient : des fidèles, venus rendre hommage aux rois défunts, entrent soudain en transe et profèrent des injonctions sévères et des prédictions à forte connotation xénophobe... Depuis une quinzaine d'années, on sent poindre, un peu partout chez les Sakalava du Menabe, un sentiment de xénophobie qui n'est certainement pas entièrement nouveau, mais qui était encore, il y a peu, extrêmement discret.

### *Les migrants face aux autochtones*

Tous les migrants ne se sont pas constamment conformés au même type de comportement à l'égard des autochtones. Les riziculteurs Betsileo continuent à manifester un réel souci du respect des règles d'alliance, mais ils sont gagnés par une certaine exaspération quand ils constatent que leurs troupeaux sont la cible préférée des voleurs de bœufs. Ils ne peuvent pas ignorer que des Sakalava figurent parmi ceux-ci, même si on prête beaucoup de méfaits aux migrants Tandroy. Les agriculteurs antesaka se résignent mal à l'idée de se plier devant l'autorité des autochtones. Souvent salariés ou métayers sur les plantations coloniales, leur présence dans la région a été autrefois autorisée par les colons auxquels ils obéissaient; ils ne sentent pas la nécessité d'avoir des égards particuliers pour les Sakalava. Les conflits Antesaka-Sakalava, déjà nombreux autrefois, se sont récemment multipliés. Il existe presque toujours un contentieux vivant lorsque un village sakalava voisine avec un village antesaka. Les Tandroy sont redoutés par tous, y compris par les Sakalava. Leur rôle est ambigu. On les accuse d'animer des bandes de voleurs ou de receler les bœufs volés, mais on a souvent recours à eux quand on souhaite écouler discrètement un butin invouable. L'attitude dominante des migrants tandroy consiste, d'abord, à rechercher la discrétion en évitant systématiquement toutes les possibilités de conflit direct. Elle consiste, ensuite, à présenter un front uni face à tous les autres

<sup>3</sup> Par exemple, ils élèvent des cochons en bordure des rivières, alors que cet animal est considéré comme extrêmement impur.

<sup>4</sup> Littéralement : "Le Menabe qu'on ne sépare pas".

groupes, même si leur société est en réalité parcourue par d'irréductibles clivages (de castes, de vieux conflits interclaniques liés à l'histoire intérieure de l'Androy, de vieilles vendettas...).

Dans l'ensemble, le contentieux interethnique tend aujourd'hui à s'aggraver constamment autour de trois thèmes sensibles : les bœufs, la terre et l'eau.

*Les points sensibles dans les relations interethniques : les bœufs, la terre et l'eau*

Autrefois, quand un migrant ne respectait pas les règles du jeu, il devenait la cible des voleurs de bœufs. C'était là une première sanction, un premier avertissement. Mais, entre 1979 et 1985, l'importance des vols a changé d'échelle : des bandes armées ont parfois procédé à des attaques frontales contre des villages, sans aucune sélection des victimes. L'insécurité s'est généralisée, même dans les zones les plus accessibles, autrefois bien contrôlées. Dans le sillage des grands vols, les petits voleurs ont continué à agir comme par le passé en intervenant directement ou en donnant des informations sur les troupeaux locaux aux voleurs d'origine lointaine. Dans cette ambiance extrêmement tendue, tout le monde, désormais, se méfie de tout le monde et plus particulièrement de ses voisins qui appartiennent à un autre groupe ethnique. Les juridictions locales, les *dinam-pokonolona*<sup>5</sup> ploient sous le nombre des litiges portant sur les vols de bœufs réels ou supposés<sup>6</sup>.

Les conflits fonciers interethniques ont toujours existé aux alentours des zones aménagées pour la riziculture et, à un moindre degré, sur les berges humides des cours d'eau. Ils se limitaient à deux ou trois thèmes : un locataire ou un emprunteur qui ne voulait plus rendre la terre à son propriétaire traditionnel, des problèmes d'immatriculation opposant un individu à sa communauté, des problèmes d'interprétation opposant le droit foncier sakalava aux divers droits fonciers des populations migrantes et au droit européen. Depuis quelques années, le problème a changé de nature. Il ne s'agit plus de litiges portant sur des parcelles, mais sur des terroirs entiers. Les Sakalava ne supportent plus que certains migrants effectuent des défrichements sauvages dans des forêts qui leur servaient de pâturages d'appoint, de réserve pour la cueillette et la chasse. Des incidents sérieux se sont récemment produits au cours desquels des autochtones ont annoncé qu'ils se livreraient à des violences physiques si les migrants dépassaient certaines limites.

Les conflits liés au contrôle de l'eau opposaient surtout, autrefois, les gens de l'amont aux gens de l'aval. Depuis les années soixante-dix, le problème a changé de nature.

Dans la partie de la plaine qui a fait l'objet d'aménagements lourds, des membres de la bourgeoisie urbaine de Morondava, grâce à divers prête-noms et au contrôle des associations d'usagers, ont fait main basse sur le réseau d'irrigation. Ils se sont ainsi donnés à eux-mêmes l'autorisation de construire des "prises pirates" détournant vers les rizières qu'ils contrôlent l'essentiel de l'eau disponible (H. Razafimandimby, 1989). Les plus lésés ont été les riziculteurs betsileo et makoa<sup>7</sup> du delta qui n'ont plus assez d'eau, alors que leurs rizières étaient, il y a quelques années encore, les plus belles de la région. Le problème n'est pas directement ethnique, mais son règlement tend à le devenir. D'une part, les autorités locales ont, à maintes reprises, obtenu que les plaignants modèrent leurs réclamations en leur rappelant que, après tout, ils n'étaient pas chez eux. D'autre part, le principal (le seul ?) bénéficiaire paysan du système de prises pirates est un Sakalava qui incarne avec vigueur l'émergence d'un pouvoir politique autochtone dont on ne connaissait pas encore véritablement l'existence.

---

<sup>5</sup> Institution très ancienne, née en Imerina et en pays betsileo, destinée à régler les litiges dépassant le cadre d'une communauté villageoise.

<sup>6</sup> Une tactique bien connue consiste à accuser sans fondement un voisin et à "accepter" une transaction amiable (remise de quelques bœufs) pour retirer la plainte; l'accusé accepte souvent car l'issue d'un litige dépend plus de la possibilité de corrompre les juges que de la réalité des faits.

<sup>7</sup> Descendants d'esclaves africains en provenance du Mozambique.

Dans les zones qui n'ont pas fait l'objet de véritables aménagements, le plus grand laxisme règne. Rien n'empêche un nouveau venu de s'installer où il veut et, notamment, d'établir une prise d'eau en amont de celles qui existent déjà, ce qui tend à défavoriser les terroirs anciens dans lesquels les droits étaient précis et les terroirs bien délimités, au profit de zones qu'on avait jusqu'alors peu utilisées parce qu'elles étaient moins favorables à la riziculture.

### **III. Transformations sociales et recompositions territoriales liées aux nouvelles modalités des relations interethniques**

#### *1. Les dynamiques de règlement du contentieux interethnique*

##### *L'organisation des rapports interethniques par les pouvoirs publics : les *dinampokonolona**

Les *dina* (forme abrégée pour *dinampokonolona*) sont des assemblées de notables dirigées par un bureau élu, appelées à délibérer sur les litiges intervenant dans leur juridiction, devant une assemblée populaire qui peut participer activement aux débats mais n'intervient pas directement dans le choix de la sentence. Dans les dernières années de l'époque coloniale, l'institution fut introduite dans l'Ouest malgache pour tenter de régler les innombrables litiges provoqués par les vols de bœufs. La plupart des *dina* ont assez mal fonctionné notamment parce que beaucoup de responsables ont fini par succomber à la corruption qui s'est alors généralisée. Mais surtout, l'aggravation des tensions interethniques a rendu de plus en plus chaotique le fonctionnement d'une institution qui ne peut être harmonieux qu'avec un minimum de consensus.

##### *Les stratégies politiques*

Le régime socialiste du président Ratsiraka a donné une importance nouvelle aux autorités décentralisées, les "VIP." (*Vondrom-bahoaka Instinjaram-Pahefana*)<sup>8</sup>. Le pouvoir au sein des VIP est devenu un enjeu important. Les élections locales étaient autrefois liées aux partis traditionnels. Désormais, dans l'Ouest, les problèmes électoraux tendent à être présentés autour de deux thèmes : le régionalisme (les réalités du Menabe contre l'État centralisé présenté comme trop favorable aux Merina) et la sakalavité ("le Menabe appartient aux Sakalava"). En milieu rural, l'intérêt porté par certains Sakalava aux choses politiques est un phénomène nouveau car, il y a quinze ou vingt ans, ils laissaient cela aux Betsileo, plus instruits et plus concernés par les problèmes d'organisation municipale.

##### *Les stratégies dans le domaine du symbolique et du religieux*

Depuis quelques années, l'institutions lignagère assure de plus en plus mal ses fonctions et la drastique baisse d'effectifs des troupes ne permet plus d'accomplir correctement les rites lignagers qui accompagnent la vie des individus. La pauvreté et la misère sont alors vécues comme des sanctions voulues par les ancêtres pour punir les vivants de la mauvaise exécution de leurs devoirs cérémoniels. Il résulte de cette situation un sentiment généralisé d'angoisse et de culpabilité (F. Delcroix, 1994) qui s'exprime notamment par la multiplication des phénomènes de possession sur le modèle dominant du *tromba*<sup>9</sup> et, en milieu urbain, par l'apparition de sectes dans un milieu qui était jusqu'alors peu christianisé à la notable exception des migrants betsileo. Tout se passe comme si les individus qui ne trouvent plus la sécurité

---

<sup>8</sup> Littéralement : "assemblées populaires et représentants locaux du peuple".

<sup>9</sup> *Tromba* = séance provoquée au cours de laquelle une personne est possédée par un esprit qui peut être un ancêtre royal venu d'une région lointaine (souvent le NO de Madagascar) ou une forte personnalité morte dans des circonstances tragiques, par noyade. Il peut s'agir aussi d'un esprit inconnu qui refuse de se nommer ou d'une émanation directe de Zanahary, le Dieu créateur.

dans les cérémonies lignagères cherchaient celle-ci dans des situations rituelles qui n'imposent pas de sacrifier des bœufs.

Dans ce véritable boom des phénomènes religieux (recherches en cours de M. Fiéloux et J. Lombard à Tuléar et à Morondava), les divers groupes ethniques se placent en situation de concurrence, chacun tentant de consolider son statut en contrôlant du mieux possible un phénomène ancien (le *tromba* pour les Sakalava) ou en tentant de prendre le contrôle d'une nouvelle secte (à Morondava, certains Antesaka, jusqu'alors très mal organisés politiquement et socialement, ont pris la direction du très dynamique mouvement tendent à prendre le contrôle du mouvement "*Fifohazana*"<sup>10</sup>). De même, les Vezo Sarà ont l'exclusivité du contrôle d'un culte sans doute très ancien, le "*Vorombe*"<sup>11</sup>. Jusqu'à une date récente, ils restaient confinés sur le littoral sud-ouest; quelques-uns d'entre eux se sont installés depuis peu beaucoup plus au nord, notamment à Morondava où ils se montrent très actifs. Autrefois, les Sakalava contrôlaient largement les rites liés au *tromba*. On voit aujourd'hui, dans la ville même de Morondava, se développer un *tromba* comorien dont le fonctionnement semble obéir à des règles spécifiques. Par ailleurs, le *tromba* sakalava traditionnel fait des adeptes parmi les migrants qui s'organisent souvent de façon autonome, sans chercher à s'intégrer dans les confréries de possédés sakalava. Quant aux Betsileo et aux Merina, comme par le passé, ils conservent le contrôle des associations et groupements liés aux religions chrétiennes "classiques" (paroisses luthériennes et catholiques de Morondava, de Mahabo et des gros villages de riziculteurs du delta).

## 2. Les nouvelles dynamiques sociales liées à l'évolution des relations interethniques

En le résumant à l'extrême, le problème des dynamiques sociales en cours dans le Menabe s'exprime par une complexification généralisée. Plusieurs systèmes de production se trouvent désormais associés dans un espace relativement limité, chaque système étant principalement mis en œuvre par un groupe ethnique déterminé. On trouve ainsi :

- . de purs riziculteurs (les Betsileo),
- . des éleveurs qui ont été amenés à faire une place de plus en plus large à la riziculture (la plupart des Sakalava) ou qui s'adonnent encore exclusivement à l'élevage dans des zones isolées (quelques Sakalava, quelques Tandroy),
- . des riziculteurs et/ou cultivateurs de décrue qui pratiquent aussi l'élevage (la plupart des Antesaka),
- . des éleveurs pratiquant aussi des cultures sèches, maïs et arachides, sur brûlis forestiers (Tandroy),
- . des pêcheurs de mer devenant épisodiquement cultivateurs (Vezo) quand la pêche ne suffit plus (Vezom potake - littéralement les "Vezo de la boue" - ) ...

Chacun de ces systèmes évolue selon une ligne spécifique que les travaux de l'Équipe de Recherche Associée CNRE/ORSTOM, de 1986 à 1994, ont tenté de caractériser et qu'il serait, bien entendu, trop long de détailler ici. Ces lignes d'évolution impliquent de nouvelles formes d'occupation de l'espace, de nouveaux types d'articulation avec les autres systèmes et des recompositions territoriales qui contribuent à donner de nouvelles caractéristiques aux relations interethniques.

---

<sup>10</sup> "Mouvement du réveil", secte qui exprime une dérive malgache du luthérianisme, marquée par une grande rigueur des convictions religieuses.

<sup>11</sup> Variante locale du *tromba* qui fait intervenir des esprits venus de la mer. Récemment étudiée par Ph. Chaudat, dans le cadre de l'ERA CNRE/ORSTOM de Tuléar.

### 3. Les récentes recompositions territoriales

Le territoire régional, très homogène au début de ce siècle (un immense espace pastoral monopolisé par les Sakalava, coupé par quelques vallées et un delta où apparaissaient, de loin en loin, quelques terroirs rizicoles) s'est diversifié et compartimenté. Les grandes espérances que la riziculture moderne semblait justifier au milieu de ce siècle se sont d'abord effritées (échec de la SODEMO dans les années quatre-vingt<sup>12</sup>), puis effondrées avec le cyclone Cynthia de Février 1991 qui a montré la vulnérabilité d'un système d'irrigation trop centralisé reposant sur des investissements très lourds. Par contre, la petite riziculture paysanne a fait ses preuves (E. Fauroux, 1995) : ses infrastructures légères sont souvent détruites à la fin des grandes pluies, mais les réhabilitations nécessaires ne dépassent pas les possibilités de l'entraide villageoise. Les rendements sont médiocres, mais, aujourd'hui encore, dans les terroirs villageois, l'espace n'est pas vraiment limité : si on veut produire plus, il n'est pas très difficile d'augmenter un peu les surfaces cultivées. Ces constats incitent aujourd'hui les autorités à douter de l'opportunité d'une politique qui conduisait peu à peu à instaurer la monoculture du riz "moderne".

Les Sakalava, plus encore qu'autrefois, ont laissé l'essentiel de la vallée de la Morondava aux migrants, à l'exception de deux ou trois terroirs (Marovoay, Bezezika, Saronanala) dans lesquels l'existence d'une rente foncière potentielle a incité les autochtones à maintenir, contre vents et marées, leurs droits fonciers. Les acquis territoriaux anciens sont de plus en plus contestés. Les Betsileo ne sont plus les seuls à convoiter les meilleures zones rizicoles qui tendent aujourd'hui à s'ouvrir à une riziculture paysanne plus modeste accessible aux nouveaux migrants. Les Tandroy eux-mêmes, autrefois résolument à l'écart de la riziculture, s'installent progressivement dans les terroirs rizicoles en cours de réaménagement paysan spontané.

La pression sur la forêt augmente de toutes parts. D'abord en relation avec les migrations de survie consécutives aux famines récentes du grand Sud. Ensuite, après le cyclone Cynthia, quand la rupture du système d'irrigation de la plaine a contraint des milliers de riziculteurs à trouver des solutions de survie. Les travaux de réhabilitation à "Haute Intensité de Main d'Œuvre" entrepris par la coopération suisse (E. Fauroux 1993, Kily Be, 1995) ont seulement réussi à contenir cette pression pendant quelques années. Celle-ci ne peut manquer de susciter, aujourd'hui, des attitudes défensives, parfois violentes, des groupes autochtones qui ont absolument besoin de "leur" forêt pour continuer à vivre sur place.

## Conclusion

Au cours du dernier siècle, le territoire du Menabe a connu de spectaculaires transformations. Autrefois immense, avec des limites imprécises et lointaines, il apparaissait remarquablement homogène (une seule unité politique sous l'autorité d'un monarque unique incarnant le peuple sakalava) et ouvert (il suffisait d'accepter de devenir sakalava pour y être définitivement admis). Les vicissitudes du XX<sup>ème</sup> siècle ont brusquement rapproché les limites de cet espace. Des groupes humains nombreux et diversifiés l'ont compartimenté en micro-unités hétérogènes, obéissant à des intérêts différents. La nouvelle situation pose plusieurs types de problèmes graves.

Elle contribue, tout d'abord, à la crise d'identité que connaît aujourd'hui la société sakalava. Celle-ci ne dispose plus, désormais, d'un véritable espace lui appartenant exclusivement. On trouve certes encore dans le Menabe de multiples traces d'une histoire glorieuse spécifiquement sakalava. Des tombeaux royaux, mieux entretenus que dans un passé récent et plus

---

<sup>12</sup> Société de Développement de Morondava, grande opération financée par le PNUD/FAO.

régulièrement visités par des hommes qui cherchent à raviver leur "sakalavité"; de vieux villages aux traditions prestigieuses, des clans "historiques" dont les membres les plus âgés aiment à décrire au visiteur l'ancienneté et la force de leur emprise sur le pays. Mais, les tombeaux tandroy, au carrefour des chemins, peints de couleurs agressives, sont infiniment plus visibles, pour le voyageur, que les tombeaux sakalava cachés dans les profondeurs de la forêt; les gros villages de migrants occupent la première place le long des routes et des chemins ; les riziculteurs venus d'ailleurs ont pris les plus beaux terroirs agricoles et la plupart des collectivités décentralisées sont aujourd'hui placées sous le contrôle de non-Sakalava.

Cette situation, bien évidemment, a largement contribué à l'actuelle tension des relations interethniques. L'ancienne complémentarité des débuts de ce siècle a laissé la place à la juxtaposition, souvent conflictuelle, de groupes dont la survie dépend de menues victoires remportées sur des voisins encombrants. La légitimation de l'occupation de l'espace ne se réfère plus, comme autrefois, à un critère unique (la sakalavité et la soumission à l'autorité royale), mais à de multiples critères (le droit foncier moderne avec ses divers supports juridiques, l'intégration dans un programme public de développement, le droit de vivre à proximité de la terre qu'on cultive...). Dans la réalité, ces critères s'effacent d'ailleurs devant un simple rapport de force : les plus forts restent sur place et leur légitimité (quels qu'en soient les fondements) l'emporte sur les autres.

Les pouvoirs publics, lors de leurs multiples tentatives d'intervention dans cette région connue comme l'un des grands "cimetières de projets" de Madagascar, ne semblent pas avoir pris en compte les conséquences de cette situation. Ils continuent, trop souvent semble-t-il, à proposer des actions uniformes s'appliquant, sur un espace homogène, à une population rurale que l'on suppose composée d'éléments parfaitement interchangeables, prêts à accueillir avec reconnaissance des actions de développement conçues pour améliorer leur sort. Mais les faits sont têtus. Depuis une quarantaine d'années, toutes les interventions publiques ont été récupérées, biaisées, reprises par les populations locales qui, prises dans des rapports sociaux complexes et difficiles, les utilisent dans leur lutte pour le pouvoir local aux dépens de leurs rivaux les plus dangereux (E. Fauroux, 1995 b). Sur cet espace divisé et tourmenté, les dynamiques sociales ne progressent pas dans une direction unique et il est bien difficile d'envisager des interventions positives sans une connaissance de ces multiples dynamiques locales qui, désormais, structurent, de façon parfois éphémère, l'espace régional.

\*\*\*\*\*

## Bibliographie

DELCROIX, F., 1994, "Les cérémonies lignagères et la crise de l'élevage bovin extensif en pays sakalava Menabe", Paris, EHESS, thèse en Anthropologie sociale, 370 p.

FAUROUX, E., 1993, *L'impact économique et social du programme "Food For Work" Morondava (enquêtes de Juin-Juillet 1993)*, Tuléar/Morondava, CNRE/ORSTOM, 93 p.

FAUROUX, E., 1995, "Les difficultés de la riziculture moderne dans l'Ouest malgache", Talence, Colloque international "Quel avenir pour les rizicultures de l'Afrique de l'Ouest ?", CNRS/CIRAD, REGARDS, 4-7 avril.

KILY BE, 1995, *L'impact économique et social du programme "Food For Work" Morondava (enquêtes de Mai-Juin 1995)*, Morondava, Coopération suisse, s.p.

LOMBARD, J., 1988, *La royauté sakalava. Formation et développement. XVIIème et XIXème siècles*, Paris, Trav.Doc. ORSTOM, 197 p.

RAZAFIMANDIMBY, H., 1990, "Gestion de l'eau et stratégies paysannes dans le delta de la Morondava", Université d'Antananarivo, Maîtrise de Géographie, 200 p.